



Déclaration préalable commune

CHSCT extraordinaire du 1^{er} avril 2020

**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

Madame la Présidente,

Dans le cadre d'une situation sanitaire exceptionnelle, il nous paraît primordial de souligner toute la pertinence de cette instance qu'est le CHSCT qui témoigne de sa nécessité à tous les niveaux pour échanger et alerter sur les conditions de travail. Et c'est évidemment pour cela qu'il nous paraît tout aussi primordial de continuer à siéger, et de le faire dans des conditions garantissant une sécurité et permettant réellement et concrètement échanges, débats, et le cas échéant votes.

Nous souhaitons évidemment vous alerter sur les conséquences, pour l'ensemble des personnels de l'Éducation Nationale, d'un engagement fort dans le cadre de conditions de travail dégradées: ces personnels, pour certains, après deux semaines de télétravail et de continuité scolaire et administrative, et pour d'autres, de présence physique, sont déjà bien épuisés, et c'est bien compréhensible.

L'UNSA Education et la FSU tiennent d'ailleurs à saluer cet engagement de l'ensemble de la profession à tous les niveaux et regrettent les phrases désastreuses et sans intérêt que certains membres du gouvernement n'ont pu s'empêcher de prononcer, niant ainsi ce travail réel, pourtant reconnu par de nombreux parents d'élève. Cela a suscité une grande colère, et même de la souffrance; et les "excuses" ou les remerciements tardifs ont beaucoup de mal à faire oublier ces propos déplacés.

Comme vous nous l'avez indiqué, Madame la Présidente, nous ne manquons pas dans le département de volontaires afin d'accueillir les élèves enfants de soignants dans les écoles. Nos organisations syndicales, et plus particulièrement dans le cadre du CHSCT, se doivent de dénoncer les conditions sanitaires dans lesquelles ces collègues exercent : elles ne permettent pas aujourd'hui de garantir la protection que l'employeur doit à ces agents, et nous exigeons de nouveau que les personnels accueillants le fasse dans des locaux désinfectés, avec à disposition du savon et du gel hydro alcoolique en quantité suffisante, et des masques de protection, dont on ne comprend pas qu'ils n'en disposent pas de façon obligatoire. Cette question a été soulevée en CHSCT-A, et la réponse que la distribution de masques ou autres (lunettes, gel, blouse,...) ne serait pas nécessaire, ou pas possible, n'est pas acceptable.

L'UNSA Education et la FSU dénoncent également certaines consignes ministérielles qui nous semblent en désaccord avec la volonté affichée du Président de la République et du Premier Ministre d'éviter au maximum la propagation du virus par un confinement strict, ne permettant que des déplacements strictement nécessaires. Or il est communément demandé aux enseignant.e.s de se rendre dans les écoles pour distribuer le travail aux familles... l'actualisation des consignes ministérielles allant dans ce sens, dans le cadre d'un déplacement pour « motif familial impérieux »,

nous apparaît absurde. Le site gouvernemental stipule d'ailleurs clairement "déplacements dont la nécessité ne saurait être remise en cause (blessure d'un proche, accompagnement d'une personne vulnérable ou non autonome, décès d'un membre de la famille proche.)" Preuve en est les déclarations de la présidente de la fédération de parents d'élèves FCPE du Haut-Rhin qui raconte comment, dans les familles défavorisées qui ne possèdent pas tous les outils numériques chez elles, le coronavirus s'est propagé à cause de l'injonction à poursuivre les cours scolaires à distance. Obligés de récupérer ou distribuer physiquement des documents, des parents et des enseignant-es se sont infectés. Pour elle, c'est la pression mise sur la "continuité pédagogique" qui a engendré une telle situation. Cela part de bons sentiments mais ce n'est pas ça le plus urgent aujourd'hui. Le plus urgent, c'est que ces enfants aient encore des parents et des enseignant-es lorsqu'ils retourneront en classe. Nous rappelons que la priorité doit s'orienter vers la santé individuelle et collective.

Les collègues se sont débrouillé.e.s pour mettre en place cette continuité scolaire et administrative, et ce la plupart du temps, avec les moyens du bord, c'est-à-dire avec leur matériel personnel (ordinateur, connexion internet, etc...). Des consignes sont arrivées tardivement, et pourtant le résultat était là, grâce à l'engagement de tous et toutes. Cependant certaines consignes aux agents font encore défaut : aucun discours institutionnel clair sur la nécessité de cloisonner activité professionnelle / vie privée, sur l'importance des temps de déconnexion, sur les risques du travail prolongé devant écran, et donc sur la nécessité des pauses et d'une relative activité physique. Dans les collèges, le Conseil départemental aussi, a tardé à donner des consignes, nécessitant des prises de décision rapides des chefs d'établissement. Maintenant, la consigne est claire pour les agents du département, ils restent chez eux. Mais accueillir des élèves nécessite le nettoyage des locaux. Qui va s'en charger ?

Nous demandons à ce que soit rappelée de façon claire et sans ambiguïté, la situation des personnels qui doivent aussi s'occuper au quotidien de leurs enfant, du suivi de leur scolarité dans le cadre d'une continuité scolaire soumise qui plus est à l'équipement informatique à disposition et aux aléas techniques ; dès lors il est impossible d'exiger de ces personnels le même travail que d'habitude. La dernière consigne en date est symptomatique de ces injonctions problématiques: téléphoner à chaque famille. Soulignons d'abord que quand une équipe a remarqué que le lien entre une famille et son école ou établissement était coupé, elle n'a pas attendu les injonctions pour prendre contact avec la famille. Mais insistons ensuite sur le fait qu'à aucun moment les conditions de cette prise de contact ne sont réfléchies : avec quel téléphone ? dans quel respect des données privées ? avec quelles dérives possibles ? En somme, l'intention est louable, mais la mise en œuvre est présentée comme une évidence qui n'aura jamais été interrogée du point de vue des conditions de travail des personnels. Il nous faut appeler à la plus grande vigilance sur ce point.

Nous souhaitons ici aujourd'hui évoquer également les conditions de travail des personnels administratifs, gestionnaires et agents-comptables qui ne sont pas les plus visibles dans la gestion de cette crise mais qui n'en sont pas pour le moins épargnés. La continuité de service sur le plan de la gestion est indispensable: droits constatés, bourses, sécurité des locaux, désinfection minimale quotidienne, mouvement des personnels, appels d'offres en cours, commandes en urgence à traiter, fournisseurs à payer au plus vite, finalisation des COFIs, suivi des trésoreries parfois délicates, familles en détresse financière qu'il faut aider en urgence avec des versements en espèces, lien avec les GM... Aucun personnel n'est épargné!

Vous l'avez compris, Mme la Présidente, partout sur le terrain, on travaille d'arrache-pied. Pour de nombreux personnels, les journées se sont allongées ; les enseignant.e.s réorganisent tous leurs cours et sont en lien constant avec les familles pour les soutenir ; les directeurs et directrices remplissent des tableaux, les équipes de circonscription via leurs secrétaires, conseillers et conseillères pédagogiques, Inspecteurs et Inspectrices de l'Éducation Nationale, ont de très longues journées au téléphone à répondre à l'interrogation des enseignant.e.s et en visioconférence pour répondre à l'Institution ; les équipes de direction, isolées dans les petits établissements et en

Nécessité Absolue de Service, n'ont pas le temps de souffler, les secrétariats s'organisent au mieux pour répondre à toutes les sollicitations.

Nos organisations ne peuvent pas passer sous silence la fracture numérique et sociale qui s'opère, malgré nous, en ces temps de crise. Même si l'épisode chaotique des dysfonctionnements des ENT semble derrière nous, nous devons rappeler que certaines familles ont un accès restreint à internet via leur portable, ou que d'autres se trouvent en zone blanche. Il n'y a pas toujours un ordinateur disponible pour chaque enfant ainsi que pour les parents qui télé-travaillent, ni même une imprimante en état de marche (défaut d'encre, pénurie de papier etc...). Or la quantité de travail donnée à chaque élève nécessite souvent de pouvoir imprimer les cours ou les exercices en évitant ainsi de passer un trop grand nombre d'heures devant les écrans et de monopoliser le ou les ordinateurs des familles. Il est souhaitable que le gouvernement puisse obtenir des différentes opérateurs téléphoniques un accès constant pendant la durée de ce confinement, afin de limiter les disparités sociales liées à l'accès au numérique. La continuité scolaire impose qu'elle doive s'appliquer à l'ensemble des élèves.

Enfin, nous vous sollicitons, Madame le présidente, afin d'envisager dorénavant et déjà différentes hypothèses sur la sortie de cette crise sanitaire pour que l'institution ne laisse pas les personnels pris de court, comme ce fut le cas lundi 16 mars.